

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Le marché français de la dette d'État continue de satisfaire pleinement les investisseurs en 2015

L'appréciation qu'ont les investisseurs du marché des valeurs du Trésor français reste excellente. C'est ce qui ressort de la treizième enquête en ligne auprès des clients des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) réalisée par IEM Finance du 15 septembre 2015 au 9 octobre 2015. Cette enquête annuelle porte sur la qualité de la relation commerciale et des services apportés par les SVT à leurs clients, ainsi que sur le fonctionnement du marché de la dette française. En 2015, 285 investisseurs ont répondu au questionnaire, représentant la plupart des grands gestionnaires d'actifs, assureurs et de nombreuses institutions publiques, actifs sur la dette française. Les contacts français restent les mieux représentés dans l'échantillon des réponses (29,1 % contre 27,6 % en 2014), suivi des contacts britanniques (17,9 % contre 16,8 % en 2014) et des contacts italiens (6,3 % contre 5,4 % en 2014). Les contacts japonais ont moins répondu (6 % contre 8,1 % en 2014). Les réponses provenant des autres pays restent relativement stables depuis 2013.

La satisfaction sur le fonctionnement du marché français de la dette d'État reste très élevée : 93,6 % des investisseurs se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits ». La liquidité des titres émis par l'État français continue en particulier d'être très appréciée, mais la satisfaction des répondants ressort en léger retrait par rapport à l'année dernière : sur les OAT, quasiment tous les investisseurs expriment leur satisfaction (93,7 % de « très satisfaits » ou « satisfaits », à comparer à 96,1 %). Sur les BTF, un tiers ne s'exprime pas tandis que 65,2 % sont « très satisfaits » ou « satisfaits », contre 69,2 % en 2014. Cette moindre satisfaction intervient dans un contexte de renforcement des contraintes réglementaires qui modifie le comportement des SVT en tant qu'animateurs de la liquidité sur le marché secondaire.

Afin de continuer à assurer un haut niveau de liquidité de la dette française, l'AFT poursuivra ses pratiques facilitant la tenue de marché et plébiscitées par les investisseurs comme les émissions de titres « off the run » ou les rachats de titres de maturité résiduelle inférieure ou égale à 2 ans.

D'ailleurs, les investisseurs approuvent à une très large majorité (94,7 % de « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits » contre 95,5 % en 2014) la flexibilité de l'AFT dans le choix des titres à émettre, avec la réouverture d'anciennes lignes aux adjudications (« off-the-run »). Cette possibilité a d'ailleurs été particulièrement exploitée par l'AFT cette année puisqu'à fin octobre, les titres « off-the-run » représentaient 32,2 % des émissions à moyen et long terme.

Un classement sur le marché des valeurs du Trésor français stable en 2015

Sur le marché des valeurs du Trésor français, le classement des cinq SVT le plus fréquemment cités par les investisseurs ayant répondu au sondage comme étant leur principal partenaire est le suivant :

2015	2014	2013	2012
1 – BNP Paribas	1 – BNP Paribas	1 – BNP Paribas	1 – BNP Paribas
2 – Société Générale	2 – Société Générale	2 – Société Générale	2 – Barclays
3 – Barclays	3 – Crédit Agricole	3 – Barclays	3 – Société Générale
4 – Natixis	4 – Barclays	4 – Natixis	4 – Natixis
5 – HSBC	5 – ex-aequo – Natixis et HSBC	5 – ex-aequo – Crédit Agricole et HSBC	5 – Citigroup

Ce classement annuel se caractérise par une grande stabilité et met en lumière la capacité collective de réponse des SVT aux besoins des investisseurs. Comme chaque année, ces derniers se sont prononcés sur l'importance attachée à la qualité des différents services offerts par les SVT (pricing, qualité de l'information, du conseil et de la couverture, importance de la recherche, la qualité du post-marché (back/middle office)).

Pourquoi un tel écart entre les prévisions d'inflation de la BCE et les swaps courts d'inflation ?

Par Jean-François Perrin, Stratégiste inflation, Crédit Agricole CIB

Les swaps d'inflation de la zone Euro restent à des niveaux historiquement bas, en dépit du redressement observé depuis janvier 2015. Le swap zéro coupon à un an – faisant référence à l'inflation hors tabac en rythme annuel à horizon août 2016 – s'établit actuellement à 0,56 %¹. Le forward d'inflation un an dans un an – faisant référence à août 2017 – est à peine plus élevé, à 0,81 %.

A l'opposé, les dernières prévisions – septembre 2015 – de la BCE font état d'une inflation moyenne à 1,2 % au T3 2016 et de 1,7 % au T4 2017. Certes, les prévisions de la BCE pourraient être révisées à la baisse lors du prochain jeu de « staff forecasts » du 3 décembre, mais un écart très significatif entre marché et BCE va probablement perdurer. Pourquoi ?

Commençons par les « staff forecasts » de la BCE. Elles paraissent ambitieuses à notre sens. En particulier, les prévisions d'inflation core - hors alimentation et énergie – s'établissent à 1,4 % en moyenne pour 2016 et à 1,6 % pour 2017. Ces niveaux semblent difficile à atteindre étant donnés (a) le point de départ à environ 1 % fin 2015, (b) le rythme modéré de la baisse du chômage attendu en zone Euro, (c) les profils pétrole et EUR retenus par la BCE (le pétrole suit les futures et l'EUR est inchangé) et enfin (d) l'expérience américaine, avec une inflation core retraitée² de seulement 1,4 % alors que le marché de l'emploi s'y est largement normalisé. À ce jour, notre estimation d'inflation core est environ 20-30bp plus faible que celle des « staff forecasts » publiées en septembre, ce qui se transmet aussi dans notre prévision d'inflation totale.

Si l'on en vient aux swaps d'inflation, le niveau du swap 1 an – 0,56 % - est difficilement compréhensible du pur point de vue macro-économique. Un tel niveau requerrait un brutal arrêt de l'inflation hors énergie à 1,2 % (son niveau actuel) et une inflation dans l'énergie de -5 % en rythme annuel, elle-même cohérente avec un prix du pétrole Brent à 38 dollars en août 2016, alors que le future correspondant cote à 50 dollars et que le consensus T3 2016 est de 58 dollars. Un tel niveau du swap 1 an – 0,56 % - peut évidemment se réaliser, mais il s'agirait clairement d'un scénario très baissier par rapport à la dynamique actuelle de l'inflation hors

énergie et aux futures Brent. Le swap un an dans un an, à 0,80 %, donc 25bp sous le niveau actuel de l'inflation « core », est également difficile à justifier d'un point de vue macro-économique.

Mais l'erreur ne viendrait-elle pas du raisonnement ? Peut-être ne faut-il pas chercher à « lire » une prévision d'inflation dans de tels swaps de marché. En effet, ces swaps d'inflation restent très dépendants des niveaux des breakevens³ d'inflation, eux même dépendants de l'appétit des investisseurs pour les aux titres d'État indexés sur l'inflation. Cet appétit est probablement faible actuellement (quelles que soient les projections d'inflation que l'on puisse construire) en raison de l'interminable cycle baissier sur les matières premières qui a lui-même engendré une inflation européenne inférieure à 0,5 % depuis déjà 18 mois. La divergence entre marché et prévisions devrait s'atténuer dès lors que des chiffres d'inflation clairement positifs sortiront (début 2016 probablement), ou si les prix des matières premières se stabilisent.

¹Valeurs de marché au 20 Novembre 2015.

²L'inflation « core » aux Etats-Unis s'établissait à 1,9 % en octobre 2015, largement tirée par le haut par une composante correspondant aux loyers (fictifs) que paieraient les ménages propriétaires de leur logement s'ils en étaient locataires. Corrigé de cette composante qui n'existe pas dans les statistiques européennes, l'inflation « core » américaine s'établit à seulement 1,4 %.

³Différence entre taux nominaux et taux réels (taux des obligations indexées sur l'inflation).

Crédit Agricole CIB Disclaimer : Les opinions exprimées dans le présent document reflètent uniquement les vues personnelles de l'auteur. Ce document est fourni à titre indicatif et ne doit pas être considéré comme une communication à caractère promotionnel, un conseil en investissement, une offre ou une sollicitation à l'achat ou à la vente d'un titre ou de tout autre instrument financier ou une stratégie d'investissement. Tous les prix de marché, données et autres informations figurant dans ce document sont susceptibles de changer à tout moment et sans préavis. Ils ont été obtenus de sources considérées comme fiables et n'ont pas été vérifiés de manière indépendante. Crédit Agricole CIB et l'auteur ne seraient être tenus responsables de toute inexactitude, erreur, ou omission. En aucun cas Crédit Agricole CIB et l'auteur (i) n'agissent en qualité de conseil, et (ii) ne seraient être tenus responsables de toute utilisation, décision ou action prise par tout destinataire sur la base des informations contenues dans ce document.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère des Finances et des Comptes publics.

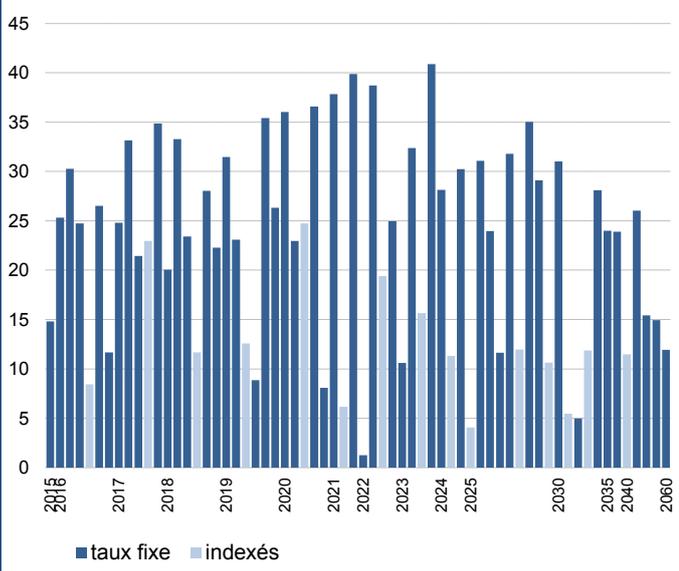
Calendrier indicatif d'adjudication

		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Décembre 2015	date d'adjudication	7	14	21	28	//	3	//
	date de règlement	9	16	23	30	//	7	//
Janvier 2016	date d'adjudication	4	11	18	25	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	25	11	25

Source : Agence France Trésor

**Dette négociable à moyen et long terme de l'État
au 31 octobre 2015**

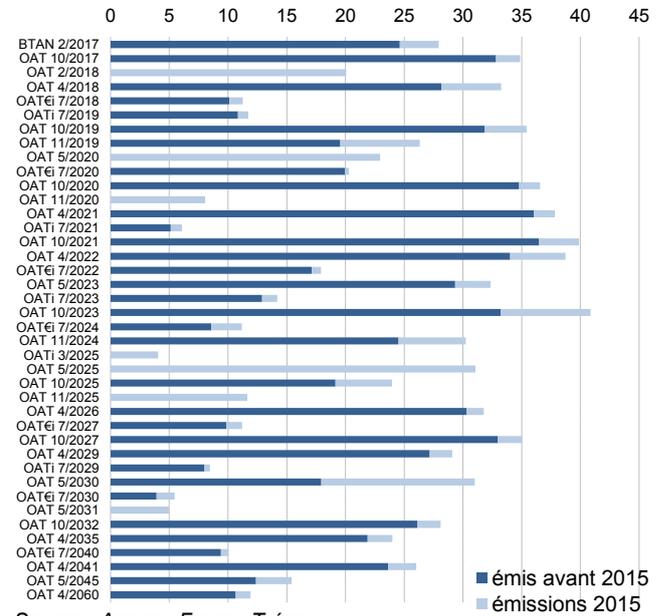
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

**Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul
au 31 octobre 2015**

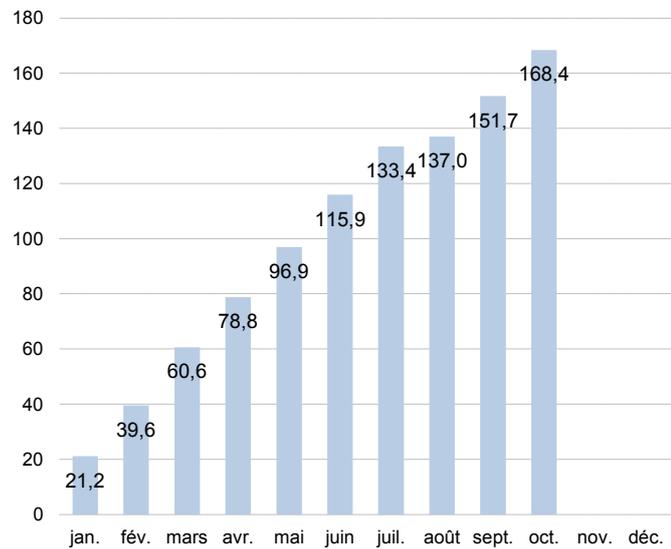
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 octobre 2015

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

**Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel
au 31 octobre 2015**

En milliards d'euros

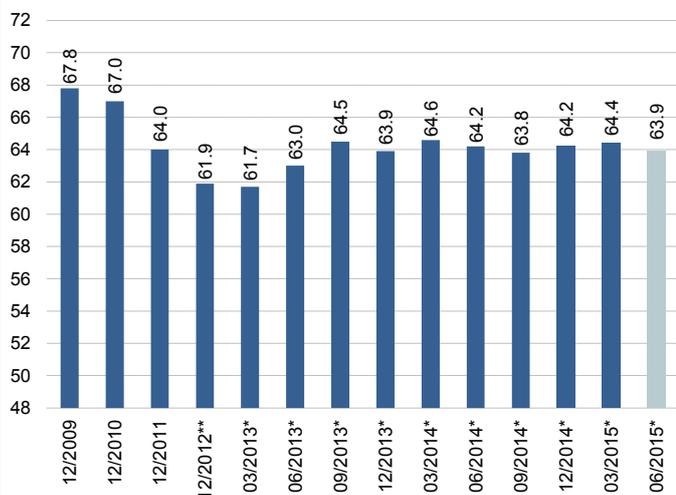
Mois	Intérêts	Amortissements
nov-15	1,1	14,8
déc-15		
janv-16		
févr-16	1,0	25,3
mars-16	0,0	25,6
avr-16	15,8	30,3
mai-16	3,2	
juin-16		
juil-16	3,7	33,2
août-16		
sept-16		
oct-16	15,6	26,5

Source : Agence France Trésor

**Données
générales sur la
dette**

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 2^{ème} trimestre 2015

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



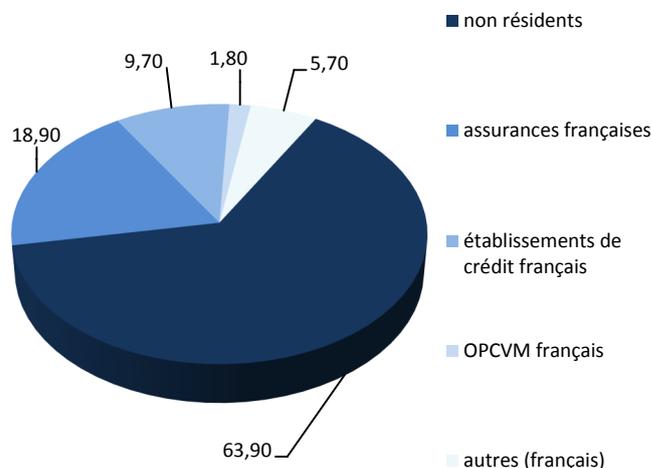
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 2^{ème} trimestre 2015

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 octobre 2015

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 419 621 012 488
Encours démembré	61 894 889 100
Durée de vie moyenne	7 ans et 326 jours
Total Dette à Court Terme	160 027 000 000
Durée de vie moyenne	114 jours
ENCOURS TOTAL	1 579 648 012 488
Durée de vie moyenne	7 ans et 46 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 octobre 2015

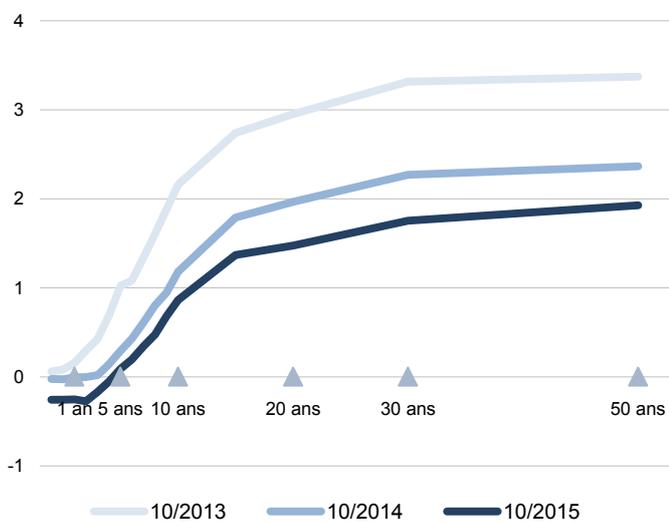
En milliards d'euros

	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin sept. 2015	Fin oct. 2015
Encours de la dette négociable	1 386	1 457	1 528	1 589	1 580
dont titres indexés	173	174	189	186	188
Moyen et Long Terme	1 220	1 283	1 352	1 429	1 420
Court Terme	167	174	175	160	160
Encours de swaps	10	7	6	6	6
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	7 ans	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans
après swaps	37 jours	5 jours	363 jours	17 jours	46 jours
avant swaps	7 ans	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans
après swaps	34 jours	2 jours	362 jours	16 jours	46 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

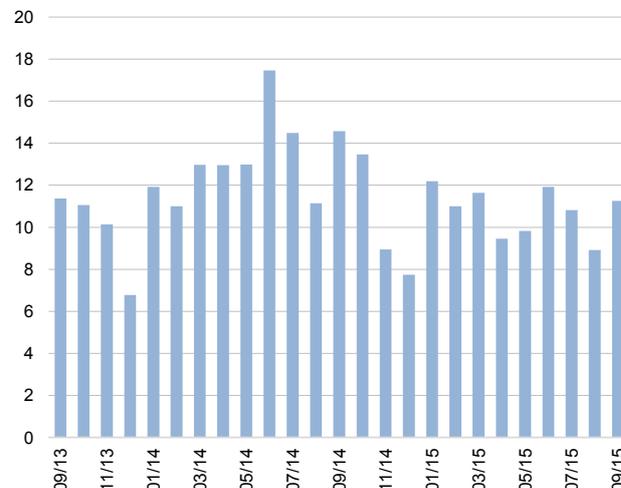
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

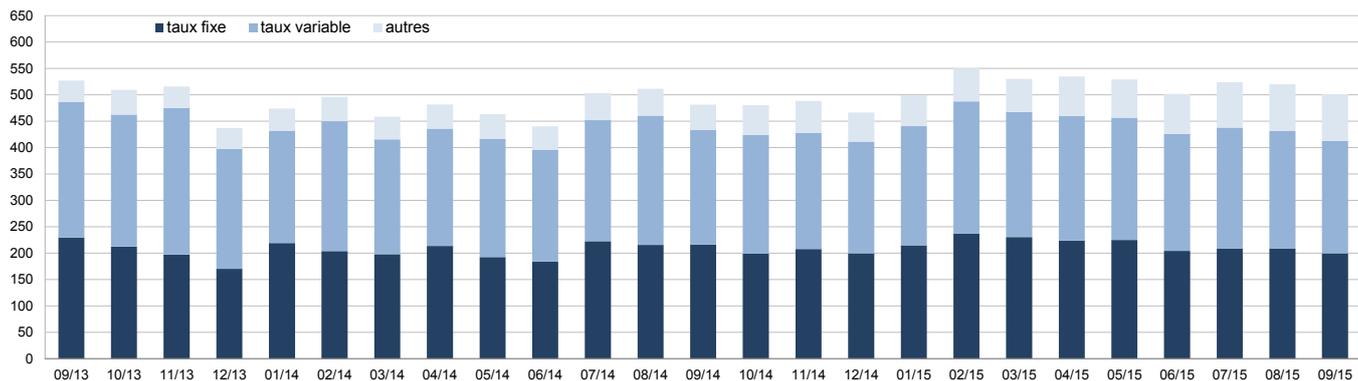
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dette à court terme au 31 octobre 2015

	Échéance	Encours (€)
BTF	4 novembre 2015	7 006 000 000
BTF	11 novembre 2015	6 573 000 000
BTF	18 novembre 2015	7 864 000 000
BTF	25 novembre 2015	5 502 000 000
BTF	2 décembre 2015	7 093 000 000
BTF	9 décembre 2015	6 698 000 000
BTF	16 décembre 2015	7 178 000 000
BTF	23 décembre 2015	6 196 000 000
BTF	30 décembre 2015	7 992 000 000
BTF	6 janvier 2016	7 416 000 000
BTF	13 janvier 2016	7 587 000 000
BTF	20 janvier 2016	5 650 000 000
BTF	27 janvier 2016	4 433 000 000
BTF	3 février 2016	7 441 000 000
BTF	17 février 2016	6 097 000 000
BTF	2 mars 2016	6 216 000 000
BTF	16 mars 2016	7 467 000 000
BTF	31 mars 2016	6 724 000 000
BTF	27 avril 2016	5 876 000 000
BTF	25 mai 2016	4 895 000 000
BTF	22 juin 2016	7 262 000 000
BTF	20 juillet 2016	5 332 000 000
BTF	18 août 2016	5 862 000 000
BTF	14 septembre 2016	5 555 000 000
BTF	12 octobre 2016	4 112 000 000

Dette à moyen et long terme (échéances 2015–2018) au 31 octobre 2015

code	libellé	encours (€)	coeff. ind. ncours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2015	14 808 000 000		
FR0011452721	OAT 0,25% 25 novembre 2015	14 808 000 000		0
	Échéance 2016	126 942 680 600		
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	25 317 000 000		–
FR0010288357	OAT 3,25% 25 avril 2016	30 267 000 000		0
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	24 735 000 000		–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	8 436 680 600 (1)	1,05340	8 009 000 000
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	26 524 000 000		274 017 000
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	11 663 000 000		0
	Échéance 2017	137 230 628 650		
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	24 787 500 000		–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	33 162 000 000		0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	21 443 000 000		–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 963 128 650 (1)	1,13707	20 195 000 000
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 875 000 000		0
	Échéance 2018	138 729 137 500		
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	20 057 000 000		0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	33 269 000 000		0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000		0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 679 137 500 (1)	1,03750	11 257 000 000
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 047 000 000		0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000		0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

Dette à moyen et long terme (échéances 2019 et plus) au 31 octobre 2015

code	libellé	encours (€)	coeff. ind. ncours nomi. (€)		démembrés (€)
	Échéance 2019	137 752 852 268			
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 562 504 400	(1)	1,07006 11 740 000 000	0
FR00000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 778 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	26 333 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	29 954 975	(2)	6 692 154	-
	Échéance 2020	128 348 378 500			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	36 032 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 724 378 500	(1)	1,21735 20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	8 061 000 000			0
	Échéance 2021	83 901 571 880			
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	37 837 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 173 571 880	(1)	1,01339 6 092 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	Échéance 2022	84 328 524 500			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			617 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	38 725 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 402 584 510	(1)	1,08219 17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	24 957 000 000			0
	Échéance 2023	99 480 116 803			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 596 400 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	32 358 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	15 633 920 900	(1)	1,10230 14 183 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	40 882 000 000			549 585 000
	Échéance 2024	69 686 955 080			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	28 128 000 000			17 000 000
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	11 323 955 080	(1)	1,01342 11 174 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			58 000 000
	Échéance 2025	70 756 172 518			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	4 079 244 400	(1)	1,00474 4 060 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	31 065 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	23 968 928 118			3 136 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	11 643 000 000			0
	Échéance 2026	31 784 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	31 784 000 000			90 813 000
	Échéance 2027	46 989 348 900			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	11 960 348 900	(1)	1,06646 11 215 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	Échéance 2028	22 534 786			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	22 534 786	(3)	46 232 603	-
	Échéance 2029	39 734 460 883			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 519 609 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 642 580 425	(1)	1,25663 8 469 144 000	0
	Échéance 2030	36 491 186 400			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	5 468 186 400	(1)	1,00040 5 466 000 000	0
	Échéance 2031 et plus	172 634 463 220			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	4 964 000 000			0
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	11 872 900 920	(1)	1,23342 9 626 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	28 114 322 600			11 231 157 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	24 004 000 000			5 218 167 000
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 857 011 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	11 488 239 700	(1)	1,14254 10 055 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	26 037 000 000			7 448 539 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	15 421 000 000			499 600 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 433 188 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 568 984 100

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2014 ; non offerte à la souscription

(3) valeur actualisée au 28/03/2015 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,7%	09/2015
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,6%	10/2015
Taux de chômage (BIT)	10,3%	06/2015
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,1%	10/2015
ensemble hors tabac	0,1%	10/2015
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,4 Md€	09/2015
" "	-3,0 Md€	08/2015
Solde des transactions courantes, cvs	0,5 Md€	09/2015
" "	-0,1 Md€	08/2015
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,77%	30/10/2015
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,068%	30/10/2015
Euro / dollar	1,1017	30/10/2015
Euro / yen	132,88	30/10/2015

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

En milliards d'euros

			niveau à la fin septembre		
	2013	2014	2013	2014	2015
Solde du budget général	-75,43	-85,71	-56,88	-57,24	-48,81
Recettes	301,24	291,95	225,93	220,75	226,47
Dépenses	376,67	377,66	282,81	277,99	275,28
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,56	0,16	-23,95	-23,26	-25,72
Solde général d'exécution	-74,87	-85,56	-80,83	-80,50	-74,53

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

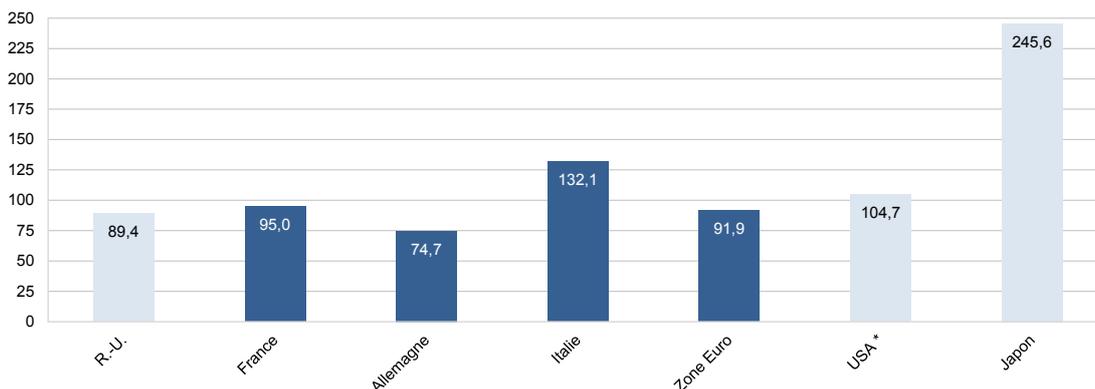
En % du PIB



Sources : Insee

Dette des administrations publiques en 2014

En % du PIB



Sources : Eurostat (07/2015), FMI (07/2015)

* Estimation FMI

Calendriers des indicateurs économiques français

Décembre 2015		Janvier 2016	
3	Demandeurs d'emploi 2015 T3 (BIT)	8	Commerce extérieur en novembre
8	Commerce extérieur en octobre	8	Production industrielle en novembre
10	Production industrielle en octobre	12	Eurozone economic outlook - 1er trimestre 2016
10	Emploi salarié : 2015 T3	13	Prix à la consommation : indice de décembre
10	Prix à la consommation : indice de novembre	13	Balance des paiements en novembre
11	Balance des paiements en octobre	19	Inflation (IPCH) : indice de décembre
16	Inflation (IPCH) : indice de novembre	21	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de janvier
18	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de décembre	27	Demandeurs d'emploi en décembre
23	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2015 T3	27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de janvier
23	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques 2015 T3	28	Construction neuve en décembre
23	Consommation des ménages en produits manufacturés en novembre	29	Consommation des ménages en produits manufacturés en décembre
24	Demandeurs d'emploi en novembre	29	Prix à la production dans l'industrie : indice de décembre
29	Construction neuve en novembre		

Sources : Insee, Eurostat